

# Déclaration commune de COURRIEL et de la Libre Pensée

**L**a Fédération nationale de la Libre Pensée (FNLP) a rencontré le 15 mai 2013, à son siège, le Collectif Unitaire Républicain de Résistance, d'Initiative et d'Émancipation Linguistique (CO.U.R.R.I.E.L.), afin d'aborder les menaces qui pèsent sur la langue française.

1- Nos deux associations considèrent que la langue française, qui constitue par ailleurs la langue commune des pays de la Francophonie, est une expression tangible de l'Unité de la République et est un des fondements de l'État-Nation

2- Elles rappellent que la revendication d'une langue commune était une revendication réclamée largement par les Cahiers de doléances qui ont précédé la Révolution française.

3- Si nous ne sommes nullement opposés à l'existence et à l'enseignement de langues régionales et autres idiomes comme expression de la diversité culturelle ; nous refusons fermement qu'ils soient mis sur le même plan que la langue française.

A)- En conséquence, nous refusons toute modification de l'article 2 de la Constitution qui fait de la langue française la langue officielle de la République.

B)- Nous demandons aux plus hautes autorités de l'État de ne pas ratifier la *Charte européenne des Langues régionales et minoritaires*. Cela serait entrer sur le chemin de l'éclatement de la Nation et de l'unité de la République ; cela constituerait aussi une source permanente d'inégalités des droits en fonction de la locution des citoyens.

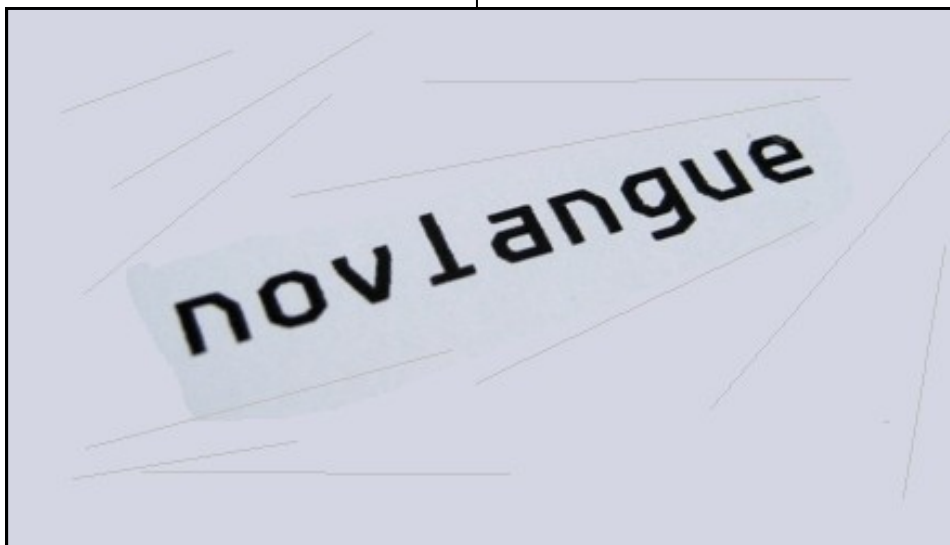
C)- Nous refusons que le Code du Travail et les autres Codes juridiques soient traduits dans les langues régionales et que les procès et autres actes juridiques

soient tenus dans ces idiomes, car cela constituerait un facteur d'éclatement et d'affrontement dans le pays. Il n'y a qu'une seule classe ouvrière et qu'un seul peuple : le peuple français.

4- Le CO.U.R.R.I.E.L. et la FNLP ne s'opposent nullement à l'enseignement et à l'utilisation des langues étrangères, mais ils récusent le basculement insidieux de la France au tout-anglais. Nous constatons que la mondialisation (appauvrissement social et culturel) et que la « construction » européenne néolibérale et supranationale s'accompagnent du développement d'un anglais de qualité médiocre qui est loin de la qualité et de la force de la langue de Shakespeare. L'avenir n'est pas à l'hégémonie d'une culture et d'une langue ; un internationalisme véritable implique au contraire de respecter l'égalité des peuples, donc l'égalité des langues, avec en parallèle le développement universel d'un véritable plurilinguisme, facteur d'enrichissement mutuel, de diversité, et de mutualisation des cultures. En résumé, le tout-anglais au rabais n'est que l'instrument de soumission et d'asservissement des peuples.

5- Nos deux associations dénoncent le sacage de l'enseignement de la langue française au sein de l'École publique. En quarante ans de contre-réformes (**Haby, Jospin, Allègre, Fillon, Chatel...**), un élève aura perdu 800 heures d'enseignement du français, du CP à la fin de la Troisième. Elles demandent le rétablissement des heures de français afin de permettre aux élèves et futurs citoyens d'avoir un niveau de connaissance suffisant dans la maîtrise de la langue de la République.

6- La FNLP et le CO.U.R.R.I.E.L. condamnent le projet de loi **Fioraso**, en particulier son volet linguistique et appellent les parlementaires à refuser cette nouvelle régression. Loin d'abroger la loi LRU imposée par **Valérie Pécresse**, comme on était en droit de l'espérer, le projet Fioraso accentue la « libéralisation »



à l'anglo-saxonne de l'Université. Au lieu de faire respecter la loi de 1994 qui fait du français « *la langue de l'enseignement* », au lieu de rappeler à l'ordre républicain les Grandes Écoles, notamment Sciences po et nombre d'écoles de commerce qui multiplient, voire généralisent l'enseignement en *globish*, le projet Fioraso légalise l'illégalité en l'étendant à l'Université. Sous couvert d'encadrer les dérives, le projet Fioraso donne un signal majeur à tous ceux qui veulent basculer un maximum d'enseignements au tout-anglais. Il ne s'agit pas seulement d'un risque de déclassement généralisé de la langue de Molière et de Victor Hugo, mais d'un nouveau frein à la démocratisation de l'enseignement supérieur.

L'avenir des universités n'est pas dans l'allégeance à la prétendue « *élite anglophone mondialisée* », ni dans l'espoir d'une captation de « *parts* » du « *marché mondial de l'enseignement* » (sic) ; il est dans l'obtention des moyens publics nécessaires pour un bon fonctionnement de l'Université, dans l'encadrement décent des étudiants issus des milieux populaires, dans la mise en place de

conditions d'accueil correctes faites pour les étudiants étrangers - notamment pour ceux qui viennent de l'Afrique francophone -, dans l'annulation des contre-réformes qui brident l'élan et l'originalité de la recherche française, dans la coopération à égalité entre les institutions universitaires de tous les pays. Avant et plutôt que d'être une « *entreprise* » soumise à des impératifs d'image et de rentabilité, comme le croient les promoteurs actuels de son « *attractivité* », l'Université est un service public au service des citoyens, porteur de la mission essentielle de former les spécialistes dont la Nation a besoin, en France même, pour développer sa culture, irriguer son industrie, et tenir sa place dans les enjeux de l'avenir.

7- Le **CO.U.R.R.I.E.L.** et la **F.N.L.P.** condamnent la politique linguistique insidieuse de l'Union Européenne qui, en violation de ses traités fondateurs, promeut le tout-anglais comme langue officielle de l'Europe, notamment au parlement européen et dans toutes les initiatives, évènements et formations qu'elle met en place (comme le montre caricaturalement le

monopole dont jouit l'anglais sur les sites informatiques de l'UE). A l'arrière-plan de cette politique délétère, on trouve le patronat européen qui, par la bouche du **Baron Seillère**, alors président de *Business Europe* (le « *MEDEF* » européen), veut faire de l'anglais « *la langue de l'entreprise et des affaires* ».

8- Cette politique de basculement linguistique, liée à la mise en place du grand marché et de l'*Union transatlantique* (cf le manifeste du *MEDEF Besoin d'aire*, déc. 2011, ainsi que le dernier *Discours sur l'état de l'Union* de B. Obama), se traduit dans nombre d'entreprises - notamment dans certains groupes du CAC 40, mais aussi dans certains services publics à la dérive

- par l'imposition du *globish* comme langue de travail unique ou principale, cela en violation de la loi de 1994 (« *le français est la langue du travail* »). Cela engendre souvent une grande souffrance au travail, des ouvriers que l'on soumet à des outils informatiques incompréhensibles (Danone...) aux cadres qui souffrent dans leur dignité, dans le sentiment

qu'ils ont de leur inefficacité professionnelle, dans les humiliations qu'ils subissent quand ils sont confrontés à de hauts responsables *English Mother Tongue* souvent promus de manière discriminatoire. Cela provoque aussi l'angoisse des salariés devant les problèmes de sécurité que pose le basculement à un anglais technique mal maîtrisé, in fine, non traduit et livré "tel quel" (transports, énergie, santé...) à l'initiative d'un patronat qui refuse de payer les frais de traduction (Air-France) et qui tourne le dos au mot d'Umberto Eco : « *la langue de l'Europe, c'est la traduction* », sans compter les notices diverses des produits commercialisés.

9- Dans ces conditions, la Libre Pensée et CO.U.R.R.I.E.L. sollicitent une entrevue, d'une part auprès de Mme **Yasmina Benguigui**, ministre déléguée à la francophonie et d'autre part auprès de Mme **Geneviève Fioraso**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour leur faire part de leurs revendications.

**Paris, le 20 mai 2013**

